

## **PARTAGE DU TRAVAIL : LE DEBAT ESCAMOTE**

---

*Alain LIPIETZ*

La victoire de Chirac ne promet rien de bon pour les chômeurs. Le "CIE", seule mesure proposée, n'est que la Nième variante d'une vieille tactique : subventionner des chômeurs particuliers pour que des entreprises acceptent de les prendre... ce qui ne fait qu'évincer les salariés sans subvention.

Rien n'est perdu pourtant si "troisième tour social" il y a. Après tout, Mai 68 et l'Accord de Grenelle, c'était sous la droite ! Encore faut-il que les actifs expriment leur unité avec les exclus sur une revendication centrale : la réduction massive et rapide de la durée du travail. Et là, il faudra parvenir à un compromis. Grâce aux économies ainsi réalisées sur le coût du chômage, et à une réforme du financement de la Sécurité Sociale et de la fiscalité (impliquant donc un partage des revenus), il serait possible d'aller très loin sans compromettre la compétitivité des firmes... et leur capacité d'embauche.

Ce compromis potentiel fut l'enjeu d'un débat, pendant la campagne présidentielle, entre les experts de Voynet, Jospin et Hue. Il fut malheureusement escamoté par la presse, y compris par Philippe Frémeaux et Louis Maurin dans leur présentation du programme de Dominique Voynet (*AE* n°126). "*Aucun chiffrage... Comment sera financée la baisse du temps de travail: par les entreprises ou par la redistribution ?... A long terme cependant les objectifs qu'elle défend ne sont pas les moins réalistes*". Naturellement, le programme était chiffré et les arbitrages sociaux proposés, de longue date, et le tout publié. J'avais résumé le débat dans : *Quelle économie pour l'emploi ?* (Ed. de l'Atelier).

Quiconque a un peu suivi ces débats connaît la critique dévastatrice de l'OFCE (*Lettre de l'OFCE* n°112) contre le schéma des 37 heures, celui de Jospin. Les 35 heures sont seules à la mesure du problème de chômage (quelques 2 millions d'emplois, contre 400 000 pour 37 heures, selon l'OFCE, qui se moquait ici aussi quelque peu de Jospin : l'INSEE, dans le *Rapport Bruhnes*, parlait plutôt de 680 000 emplois). Mais encore fallait-il accepter un partage

des revenus... ce que le programme de Hue ignorait.

En fait Jospin, inspiré par Dominique Taddéi, avait choisi un "Maximin" : la plus grande réduction possible pour le minimum de redistribution. Il ne fallait pas effaroucher les classes moyennes ! Dominique Voynet promettait, elle, de "*maintenir le niveau de vie des travailleurs*". Mais elle précisait d'abord que le niveau de vie n'est pas le salaire. Il faut tenir compte en effet de l'ensemble des revenus de chaque ménage (où il y aura moins de chômeurs...), de la généralisation de la gratuité de certains services publics, etc.

Elle précisait surtout que certains salariés ne sont pas de simples travailleurs. Elle avançait une barre : au delà 10-12 000 francs par mois, la compensation cesserait progressivement d'être intégrale. Chiffre pas seulement politique (selon un sondage IFEAS-*Alter Eco*, la majorité des salariés accepte la compensation non-intégrale vers ce niveau-là). Deux fois et quelque le SMIC : c'est aussi le plafond de la Sécurité Sociale, barre très sociologique qui sépare institutionnellement les travailleurs de l'encadrement, c'est la barre en dessous de laquelle on trouve 85% des femmes, c'est, selon Baudelot, Establet, Malemort, la valeur du travail qualifié par dix ans d'études de plus que le "travail simple" payé au SMIC.

Dans un débat public, l'économiste en titre de Jospin, P. Moscovici, reconnut que "*bien sûr c'est Voynet qui a raison ; les 37 heures ne sont qu'un de ces compromis boiteux dont le PS à le secret. Mais le débat avance*".

Souhaitons qu'il avance vite, car les travailleurs et les exclus ont besoin de leur unité pour démentir le sombre diagnostic de Frémeaux et Morin : Les 35 heures... réalistes à long terme !